



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 24 (2026)

Faits saillants

- ❖ Singapour : projet d'accord de libre-échange avec la Communauté d'Afrique de l'Est, une première pour la cité-État sur le continent africain
- ❖ Malaisie : 21,8 Md USD d'investissements approuvés au T1 2026, portés par les centres de données
- ❖ Indonésie : la banque centrale relève son taux directeur à 5,5 % et renforce son soutien à la roupie

LE CHIFFRE À RETENIR

275 Md EUR

Valeur des échanges de
biens entre l'UE et
l'ASEAN en 2025, en
hausse de 6,2 % sur un an

Région

L'UE et l'ASEAN consolident leur partenariat stratégique dans un contexte d'incertitudes

La 33^{ème} réunion du Joint Cooperation Committee (JCC) ASEAN-UE, tenue le 5 juin 2026 à Jakarta, a permis de faire le point sur la mise en œuvre du partenariat stratégique entre les deux régions et de préparer les prochaines échéances politiques du dialogue ASEAN-UE. Les deux parties ont réaffirmé leur attachement au multilatéralisme, à un ordre international fondé sur des règles et au renforcement de la coopération économique dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques et les incertitudes commerciales. Les discussions ont porté sur le développement des échanges commerciaux et des investissements, la transition énergétique, la connectivité durable, l'économie numérique ainsi que la résilience des chaînes d'approvisionnement. L'Union européenne a présenté les avancées de sa stratégie Global Gateway, principal instrument de financement de ses infrastructures extérieures, tandis que l'ASEAN a souligné l'importance du soutien européen à l'intégration économique régionale et à la mise en œuvre de la Vision communautaire ASEAN 2045. L'UE demeure un partenaire économique majeur de l'ASEAN. En 2025, l'UE représentait le troisième partenaire commercial de l'ASEAN et l'une de ses

principales sources d'investissements directs étrangers. Pour mémoire, les échanges de biens entre l'UE et l'ASEAN ont atteint 274,9 Md EUR en 2025, contre 258,8 Md EUR l'année précédente. Les deux parties ont exprimé leur volonté d'approfondir leur coopération dans les secteurs stratégiques liés à la transition verte, à la transformation numérique et à la sécurité économique.

Les États-Unis renforcent leur offre énergétique à destination de l'ASEAN

À l'occasion de l'ASEAN Future Forum organisé à Hanoï le 10 juin, le vice-secrétaire d'État américain Christopher Landau a annoncé que les États-Unis travaillaient à la mise sur le marché d'une partie de leurs réserves énergétiques stratégiques et entendaient accroître leurs exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) et de gaz de pétrole liquéfié (GPL) vers les pays de l'ASEAN. Cette initiative s'inscrit dans un contexte de tensions persistantes sur les marchés énergétiques mondiaux, provoquées notamment par les perturbations des approvisionnements transitant par le détroit d'Ormuz. Washington a souligné la nécessité pour les économies d'Asie du Sud-Est de diversifier leurs sources d'approvisionnement et a présenté les États-Unis comme un partenaire de long terme en matière de sécurité énergétique. Les autorités américaines ont également exprimé leur intérêt pour le financement d'infrastructures énergétiques régionales et le développement de coopérations dans les minerais critiques.

Indonésie

Dépréciation de la roupie : hausse surprise du taux directeur à 5,5 % et nouvel arsenal de soutien de la monnaie

Bank Indonesia a relevé, le 9 juin, son taux directeur de 25 pdb, à 5,5 %, lors d'une réunion hors calendrier, après une hausse de 50 pdb à 5,25 % le 20 mai, la première depuis deux ans. Cette décision vise à enrayer la dépréciation de la roupie, qui a perdu près de 8 % face au dollar depuis le début de l'année. La devise indonésienne a atteint un point bas historique proche de 18 190 IDR pour un dollar le 9 juin, avant de se reprendre légèrement. Confrontée à une accélération de l'inflation, qui a atteint 3,08 % en mai, et à l'érosion de ses réserves de change, tombées à 144,9 Md USD (-7 % depuis le début de l'année) malgré plusieurs interventions (cf. brèves semaine 21), Bank Indonesia a également annoncé quatre mesures complémentaires pour lutter contre la dépréciation de la roupie. Celles-ci incluent l'augmentation des rendements des titres SRBI afin de renforcer l'attractivité des actifs en roupies, la réduction de 10 % des taux de swap afin de soutenir la couverture du risque de change pour les investisseurs étrangers, l'élargissement de ses opérations de rachat (*repo*) pour soutenir la liquidité bancaire et l'intensification de ses interventions sur les marchés des changes. Ces annonces ont contribué à rassurer les marchés : après avoir perdu plus d'un tiers de sa valeur depuis le début de l'année, la Bourse de Jakarta a ainsi rebondi de 7,6 %.

Nouvelle hausse des carburants non subventionnés

La compagnie pétrolière publique Pertamina a relevé les prix de plusieurs carburants non subventionnés à partir du 10 juin. Cette hausse concerne le Pertamax (RON 92) et le Pertamax Green 95, tous deux en hausse pour la première fois depuis le 1^{er} mars 2026. Le Pertamax (RON 92) enregistre une hausse de 32,1 %, son prix passant de 12 300 IDR à 16 250 IDR par litre (de 0,68 USD à 0,90 USD). Le Pertamax Green 95 augmente quant à lui de 31,8 %, passant de 12 900 IDR à 17 000 IDR par litre (de 0,71 USD à 0,94 USD). Il s'agit de la quatrième révision tarifaire depuis le 1^{er} mars, les précédentes ayant concerné d'autres carburants. Les carburants subventionnés, le Peralite et le Biosolar, ont toutefois été maintenus respectivement à 10 000 IDR et 6 800 IDR par litre, afin de limiter l'impact social de la hausse des coûts énergétiques. Cette politique a toutefois un coût budgétaire croissant : selon le ministre des Finances, Purbaya Yudhi Sadewa, les dépenses consacrées aux subventions aux carburants et aux compensations énergétiques ont triplé sur les cinq premiers mois de l'année par rapport à la même période de 2025, atteignant 12,5 Md USD (5,8 Md USD de subventions directes et 6,7 Md USD de compensations).

Managing Risks, Unlocking Productivity : la Banque mondiale appelle l'Indonésie à accélérer les réformes pour soutenir la productivité

La Banque mondiale a publié ce jeudi 11 juin ses perspectives économiques pour l'Indonésie dans un rapport intitulé *Managing Risks, Unlocking Productivity*. L'institution y indique que l'économie indonésienne a entamé l'année 2026 sur une dynamique solide, avec une croissance de 5,6 % au T1 2026, portée par la consommation des ménages et une hausse marquée des dépenses publiques. Cette performance intervient après deux chocs successifs début 2026, affectant d'abord les marchés financiers après un avertissement de MSCI (cf. Brève semaine 5), puis l'économie réelle, à la suite de l'escalade des tensions au Moyen-Orient. Dans ce contexte, la hausse des prix du pétrole, les tensions budgétaires, la dépréciation de la roupie (-8 % face au dollar depuis début 2026) et les sorties de capitaux ont accru la pression sur l'économie indonésienne, la Banque mondiale prévoyant un ralentissement de la croissance à 5,0 % en 2026, avant une reprise graduelle à 5,2 % en 2027-2028. Elle souligne par ailleurs que la résilience à court terme masque des vulnérabilités structurelles et appelle à accélérer trois réformes prioritaires : la rationalisation avec notamment un meilleur ciblage des subventions aux carburants afin d'améliorer les marges budgétaires, le renforcement de la gestion des investissements publics pour en accroître l'efficacité et la modernisation du secteur logistique afin de réduire les coûts et soutenir la compétitivité.

Malaisie

Le coût des subventions retombe à 1 Md USD en mai, la Malaisie sécurise ses approvisionnements

Face à la flambée des cours du pétrole provoquée par les tensions au Moyen-Orient, la facture mensuelle des subventions aux carburants en Malaisie est passée de 173 M USD en février à 1,2 Md USD en mars, avant d'atteindre un pic de 1,9 Md USD en avril, selon le ministre des Finances II, Amir Hamzah Azizan. Le reflux des prix du brut a depuis ramené ce niveau à 1 Md USD par mois. Malgré l'impact budgétaire, le gouvernement a confirmé le maintien des quotas et du prix subventionné, écartant néanmoins tout nouvel ajustement du mécanisme d'aide ciblée au diesel. Selon le ministre, les réformes engagées ces dernières années ont permis d'éviter une facture mensuelle de subventions supérieure à 2,5 Md USD. Parallèlement, les autorités ont indiqué que les stocks et contrats actuels garantissent les livraisons jusqu'à fin juillet. Afin de prévenir tout risque de rupture d'approvisionnement, elles étudient en outre de nouvelles sources d'importation de pétrole brut, notamment en provenance de Russie et de Turquie, sous réserve d'évaluations techniques visant à s'assurer de leur compatibilité avec les capacités de raffinage nationales.

21,8 Md USD d'investissements approuvés au 1er trimestre 2026, tirés par les centres de données

Selon l'Agence malaisienne de promotion des investissements (MIDA), les investissements approuvés en Malaisie ont légèrement reculé de 0,2 % en g.a. au premier trimestre 2026, à 21,8 Md USD. Les IDE ont représenté 13,4 Md USD, soit 60,5 % du total (-7,5 % en g.a.), tandis que les investissements domestiques ont progressé de 13 %, à 8,7 Md USD (39,5 % du total). Malgré ce léger repli, les projets approuvés devraient générer 50 226 emplois, en hausse de 46,7 % sur un an. Le Japon s'est imposé comme premier investisseur étranger avec 5,1 Md USD d'investissements approuvés, devant la Chine et les États-Unis (2,4 Md USD chacun). Selon la MIDA, 93,6 % des investissements japonais ont été orientés vers des activités de transformation numérique. Le secteur des services a concentré 65,5 % des investissements approuvés (14,5 Md USD ; +5,2 % en g.a.), dont 57 % liés à 33 projets de centres de données et d'informatique en nuage. Les investissements manufacturiers ont atteint 5,7 Md USD (-20,8 % en g.a.), mais affichent une progression de 1 % hors effet de base lié à un projet exceptionnel approuvé en 2025. Enfin, le secteur primaire a attiré 1,9 Md USD (+418,2 % en g.a.), principalement dans des projets pétroliers et gaziers au Sarawak. Selangor demeure la première destination des investissements, concentrant 36,1 % du total, devant Johor (18,2 %).

Stellantis assemblera des véhicules Kia à partir de l'automne 2026

La filiale malaisienne du groupe franco-italo-américain Stellantis a signé un protocole d'accord avec le constructeur sud-coréen Kia pour l'assemblage local de véhicules Kia en kits complets (CKD) dans son usine de Gurun (Kedah). La production doit débuter au troisième trimestre 2026. Opérationnel depuis 2021, le site de Gurun a été conçu pour l'assemblage de plusieurs modèles et types de motorisation. Kia a indiqué qu'il pourra notamment y produire les modèles Sportage et Carnival, ainsi que de futurs véhicules destinés au marché malaisien et à l'exportation régionale. Cette intervient une semaine après le lancement, sur le même site, de l'assemblage local des véhicules électriques du constructeur chinois Leapmotor. Le SUV électrique C10 est le premier modèle produit en Malaisie dans le cadre d'un partenariat conclu en 2024 entre les deux constructeurs.

Singapour

Singapour engage des négociations commerciales avec la Communauté d'Afrique de l'Est

À l'occasion de sa visite d'État en Tanzanie du 8 au 10 juin, le président Tharman Shanmugaratnam a annoncé l'ouverture prochaine de négociations en vue d'un accord de libre-échange (ALE) entre Singapour et la Communauté d'Afrique de l'Est, *East African Community* (EAC), qui regroupe huit pays : Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Soudan du Sud, République démocratique du Congo et Somalie. Il s'agirait du premier ALE conclu par Singapour avec un partenaire africain, ainsi que du premier accord commercial de l'EAC avec un État situé hors du continent africain. Les autorités singapouriennes estiment qu'un tel accord renforcerait l'accès aux marchés, fluidifierait les échanges de biens et de services et ouvrirait de nouvelles perspectives de coopération, notamment dans l'économie numérique. Singapour entend également se positionner comme une porte d'entrée vers l'ASEAN pour les exportateurs est-africains. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de diversification géographique du réseau d'accords commerciaux de la cité-État et dans son renforcement des liens économiques avec l'Afrique.

Singapour mise sur l'IA pour soutenir sa croissance face au vieillissement démographique

À l'occasion d'un dialogue organisé par le Singapore Press Club le 8 juin, le Premier ministre Lawrence Wong a souligné que l'intelligence artificielle (IA) pourrait contribuer à atténuer les contraintes structurelles pesant sur la croissance de Singapour, en particulier la pénurie de main-d'œuvre liée au vieillissement de la population et au ralentissement de la croissance de la population active. Pour mémoire, en juin 2025, 20,7 % des citoyens étaient âgés de 65 ans ou plus, contre 13,1 % dix ans auparavant. Par ailleurs, le Premier ministre a estimé que l'IA permettrait aux entreprises de produire davantage sans augmentation proportionnelle des effectifs et pourrait soutenir les gains de productivité dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre tels que les services, la santé ou la logistique. Tout en reconnaissant les risques de substitution de certains emplois, le Premier ministre a indiqué que le principal enjeu économique résidait dans l'adaptation des compétences de la population active. Ces déclarations s'inscrivent dans le cadre de la récente mise à jour de la National AI Strategy 2.0, qui vise à faire de l'IA un moteur de croissance et de compétitivité pour l'économie singapourienne.

Singapour renforce ses capacités de calcul pour la recherche climatique

Singapour a inauguré le 8 juin 2026 son nouveau supercalculateur national ASPIRE 2B, doté du plus important cluster local de processeurs graphiques (GPU) Nvidia. Accessible à près de 9 000 chercheurs du secteur public, il permettra d'accélérer les travaux en intelligence artificielle, en santé, en calcul quantique et surtout en modélisation climatique. Grâce à cette nouvelle capacité de calcul, les chercheurs pourront exécuter des simulations climatiques à plus haute résolution, améliorer les prévisions météorologiques et affiner l'évaluation des risques liés au changement climatique, enjeu majeur pour une cité-État particulièrement exposée à l'élévation du niveau de la mer et aux événements climatiques extrêmes. Ce projet s'inscrit dans la stratégie de Singapour visant à renforcer sa souveraineté technologique et ses capacités de recherche dans les domaines critiques pour son adaptation climatique.

Vietnam

Révision à la baisse les prévisions de croissance du Vietnam par AMRO à 7,2 % en 2026

Dans son dernier rapport ASEAN+3 Regional Economic Outlook Update, publié en juin 2026, le bureau de recherche macroéconomique ASEAN+3 (AMRO) a revu à la baisse sa prévision de croissance du Vietnam pour 2026, à 7,2 % contre 7,4 % dans ses projections d'avril, tout en maintenant le pays parmi les économies les plus dynamiques de la région ASEAN+3 (pays de l'ASEAN + Chine, Japon et Corée du Sud). L'organisation a également abaissé sa prévision pour 2027 à 7,0 %, contre 7,1 % précédemment. Cette révision intervient dans un contexte de hausse durable des prix de l'énergie et des coûts logistiques liée à la prolongation du conflit au Moyen-Orient, ainsi que d'incertitudes persistantes sur le commerce international. AMRO a parallèlement relevé sa prévision d'inflation pour le Vietnam à 4,4 % en 2026, contre 3,8 % auparavant, un niveau supérieur à la moyenne de l'ASEAN (4,0 %) et nettement au-dessus de celle de l'ASEAN+3 (1,8 %). En effet, la hausse des coûts énergétiques devrait peser sur la demande intérieure et les chaînes d'approvisionnement industrielles. Malgré ces risques, les perspectives du Vietnam demeurent soutenues par la résilience de la demande domestique, le maintien des investissements et la solidité des exportations, tandis que le faible niveau de la dette publique donne des marges de manœuvre aux autorités.

LG Innotek installe la première usine de substrats pour semi-conducteurs du Vietnam à Haïphong

Le 4 juin 2026, LG Innotek a signé un MoU avec la ville de Haïphong pour l'établissement d'un nouveau site de production de substrats semi-conducteurs. Un substrat est la tranche qui sert de fondation physique sur laquelle sont gravés les circuits intégrés de la puce. Ce site constituera une extension à son usine de production en Corée du Sud. La mise en chantier débutera en juillet 2026 pour une livraison prévue en mai 2027. L'investissement sera réalisé directement par la filiale vietnamienne de LG Innotek, dont le montant n'a pas encore été divulgué. Son installation à Gumi en Corée du Sud fonctionne actuellement presque à pleine capacité, rendant l'expansion du Vietnam nécessaire, a souligné LG Innotek. Dans le cadre d'une stratégie de double sites de production, l'usine coréenne jouera le rôle d'« usine mère » dédiée au développement technologique et aux produits à haute valeur ajoutée, tandis que le site vietnamien assurera la production de masse des substrats pour le compte de sa maison mère.

Samsung Thai Nguyen achète de l'électricité renouvelable au travers d'un contrat DPPA, une première au Vietnam

Le Vietnam a franchi le 1er juin 2026 une étape concrète dans le développement de son marché de l'énergie renouvelable avec la mise en œuvre du premier contrat d'achat direct d'électricité (DPPA) transitant par le réseau national. Samsung Electronics Vietnam Thai Nguyen (SEVT), et la centrale solaire Duc Hue 2 détenue par TTC Group, ont finalisé les démarches techniques et juridiques requises par l'opérateur national NSMO pour opérer sous ce régime. Dans le cadre du contrat, SEVT s'approvisionnera de 70 GWh en électricité renouvelable par an. Ce premier cas pratique d'application du mécanisme DPPA intervient plus d'un an après l'entrée en vigueur, en mars 2025, du décret 57/2025 encadrant les transactions directes d'électricité entre producteurs d'énergies renouvelables et grands consommateurs industriels, sans passer exclusivement par l'opérateur historique Vietnam Electricity (EVN).

Thaïlande

Partenariat franco-thaïlandais : mission MEDEFI à Bangkok les 4 et 5 juin

Une délégation d'entreprises françaises conduite par le MEDEF International s'est rendue à Bangkok les 4 et 5 juin 2026, dans la continuité de la visite du Premier ministre Anutin Charnvirakul à Paris fin mai. La délégation a été reçue par le Premier ministre le 4 juin et le vice-Premier ministre Ekniti Nitithanprapas le 5 juin, pour approfondir les échanges débutés à Paris, notamment sur le programme de réformes structurelles du gouvernement thaïlandais. Des réunions de travail avec le ministère de l'Économie et de la Société numériques, le ministère des Transports et le ministère de l'Énergie ont permis de faire connaître les projets d'investissement des ministères et de leurs agences et présenter les savoir-faire français. Le 4^{ème} French-Thai Business Forum (FTBF), co-organisé par PTT et le MEDEF International, a pour sa part mis en lumière la convergence entre l'expertise française et les priorités stratégiques thaïlandaises : transition énergétique, innovation digitale et transports durables. Les entreprises représentées ont souligné le potentiel de partenariat dans ces secteurs.

Adhésion à l'OCDE : l'état de droit thaïlandais (77^{ème} sur 143 pays) identifié comme obstacle majeur

Lors du « Thailand Rule of Law Leadership Forum 2026 » le 8 juin, les représentants de l'Association des banques thaïlandaises et du Conseil national du développement économique et social (NESDC) ont souligné les vulnérabilités de l'économie thaïlandaise : seulement 4 M de contribuables sur une population active de plus de 39 M, une économie informelle estimée à 48 % du PIB selon la Banque mondiale et une concentration économique (1 % des entreprises détiennent 65 % du PIB). Ces déséquilibres pèsent sur la compétitivité du pays et constituent un obstacle à l'adhésion à l'OCDE. Par ailleurs, l'indice d'état de droit de la Thaïlande ne se situe qu'au 77^{ème} rang sur 143 pays et le pays doit encore franchir 4 des 10 étapes du processus d'adhésion. Une réforme de l'environnement réglementaire est jugée indispensable et pourrait générer jusqu'à 4,1 Md USD (135 Md THB) de valeur économique supplémentaire.

Chaînes d'approvisionnement : le Code écologique et environnemental chinois (entrant en vigueur en août 2026) accroît les exigences vertes pour les exportateurs thaïlandais

La Chine mettra en application le 15 août 2026 son Code écologique et environnemental, qui consolide en un cadre juridique unifié de 10 lois environnementales antérieures couvrant le contrôle de la pollution, le développement bas-carbone et la responsabilité légale. Ce texte s'applique à toutes les entreprises opérant en Chine, qui répercuteront ses exigences sur leurs fournisseurs étrangers : les exportateurs thaïlandais intégrés dans des chaînes de valeur sino-centrées devront ainsi fournir davantage de données sur leur empreinte carbone, leur consommation d'énergie et leurs pratiques de gestion des déchets pour rester référencés. Les PME positionnées en rang 2 ou 3 des chaînes d'approvisionnement sont également concernées. Cette contrainte s'additionne aux obligations réglementaires domestiques croissantes : la Thaïlande développe sa propre classification verte des activités économiques (« Thailand Taxonomy ») et a approuvé en principe en décembre 2025 un projet de loi Climat incluant un système de quotas d'émission et une taxe carbone.

Philippines

Léger ralentissement de l'inflation en mai à +6,8 % en g.a.

L'inflation a légèrement ralenti à +6,8 % en g.a. en mai (contre +7,2 % en avril), enregistrant son premier recul après cinq mois consécutifs d'accélération, tout en demeurant au-dessus de la cible de la Banque centrale (2-4 %), bien qu'en deçà de ses prévisions (7,1-7,8 %). Ce ralentissement s'explique principalement par la progression moins rapide des prix des transports (+16,2 % contre +21,4 % en avril) favorisée par la baisse des prix des carburants, de l'alimentation (+5,7 % contre +6,0 %) et du logement, eau, électricité et gaz (+7,8 % contre +8,2 %) qui demeurent les principaux moteurs de l'inflation. Le riz a été le principal contributeur individuel à l'inflation (+1,1 pdp), son inflation ayant accéléré à +15,7 % (contre +13,7 % en avril) notamment sous l'effet de la hausse des coûts des engrais, et devrait continuer de progresser dans les prochains mois avec l'arrivée imminente du phénomène météorologique El Niño. La prochaine réunion du Monetary Board est prévue le 18 juin.

La Banque mondiale envisage d'octroyer 3 Md USD de prêts supplémentaires sur la période 2027-2028

La Banque mondiale envisage d'approuver plus de 3 Md USD de nouveaux projets aux Philippines au cours de son prochain exercice budgétaire, principalement dans la protection sociale, notamment via un soutien renouvelé au programme de transferts monétaires 4Ps, le développement des compétences, la modernisation de l'administration publique et l'atténuation des effets de la crise au Moyen-Orient. Cette annonce intervient alors que la Banque mondiale souligne, dans son dernier rapport, que 27,7 % des Philippins demeurent vulnérables à un basculement dans la pauvreté. Selon ses estimations, une hausse durable des prix du pétrole liée au conflit au Moyen-Orient pourrait faire basculer près de 2 M de personnes supplémentaires sous le seuil de pauvreté (15,5 % de la population en 2023).

Hausse du sous-emploi en avril à 15,2 % sous les effets de la crise énergétique malgré le recul du chômage à 4,7 %

Le taux de sous-emploi a atteint 15,2 % en avril (+4,1 % en g.a.), soit son niveau le plus élevé depuis près de trois ans, portant à 7,4 M le nombre de travailleurs souhaitant travailler davantage d'heures ou un emploi complémentaire. Cette hausse s'explique notamment par l'impact de la hausse du coût de la vie et des prix de l'énergie, particulièrement dans les transports, où de nombreux conducteurs ont réduit leurs heures de travail. Dans le même temps, le taux de chômage a reculé à 4,7 % en avril, contre 5 % en mars, bien qu'il demeure supérieur au niveau de 4,1 % enregistré un an plus tôt. Le nombre de chômeurs atteint ainsi 2,4 M de personnes, principalement parmi les 15-34 ans. Le secteur des services demeure le principal pourvoyeur d'emplois du pays, représentant 62,3 % de l'emploi total, suivi par l'agriculture (19,4 %) et l'industrie (18,3 %). Ces données sont toutefois à nuancer au regard du taux de participation à l'emploi qui demeure faible (62,7 %) et en légère baisse (-1,6 % en g.a.).

Cambodge

France-Cambodge : des échanges en repli

Selon la douane française (DGDDI), le commerce bilatéral franco-cambodgien s'est élevé à 357 M EUR au premier trimestre 2026 (-3,4 % en g.a.). La balance commerciale française reste déficitaire (-300 M EUR), malgré une légère amélioration. Les importations françaises, dominées par le secteur du textile et de la chaussure, diminuent (-4,1 %, 329 M EUR). Quant aux exportations françaises vers le Cambodge, elles progressent (+6 %, 28,3 M EUR), tirées par les produits pharmaceutiques, agroalimentaires et de parfumerie (80 % des exportations). Les exportations françaises sont également soutenues par la vente de deux ATR 72-600 destinés à Cambodia Airways... mais achetés par une société de location singapourienne, qui ensuite les lui louera. Cette vente sera donc comptabilisée comme une exportation française vers Singapour, sous-évaluant donc le commerce franco-cambodgien.

3,9 % de croissance en 2026 ?

Selon la Banque mondiale, la croissance économique du Cambodge devrait atteindre 3,9 % en 2026, soit sa plus faible croissance depuis 2021. Ce ralentissement tient à trois facteurs. D'abord, la guerre persistante au Moyen-Orient fait pression sur les prix, en particulier du carburant. Elle alimente donc une hausse de l'inflation (5,8 % en avril 2026) et pèse sur la consommation intérieure ; pour la première fois depuis 2020, la consommation baisserait de 1,1 %. Ensuite, le conflit frontalier avec la Thaïlande a fortement réduit les transferts de migrants. Ils se réduiraient à 2 % du PIB en 2026 (contre 5 % en 2024). Cela fragilise le remboursement des micro-crédits ruraux sur lesquels repose une partie d'une consommation déjà vulnérable. Enfin, le marché du crédit reste atone. Les octrois de prêts ont chuté de 77 % depuis 2021. Le manque de projets rentables – notamment dans les secteurs de l'immobilier et de la construction, dont le marché est en correction – nuit à son redressement. Le Cambodge conserve toutefois une forte résilience, qui s'appuie en particulier sur des exportations toujours en croissance (+19 % au cours des 5 premiers mois de 2026).

Anticiper les risques pour les prévenir

Sous l'impulsion de plusieurs instances des Nations-unies, le Cambodge a lancé sa feuille de route Early Warning for All 2026-2030. Son objectif ? Renforcer la protection des Cambodgiens face aux catastrophes naturelles en identifiant à l'avance les risques encourus. Ce plan essaie de répondre à une réalité alarmante : selon la Banque mondiale, 44 % des Cambodgiens ont été touchés par au moins une catastrophe naturelle (inondation, sécheresse) entre 2010 et 2020. Sur le plan économique, le PIB national pourrait - d'ici 2050 en l'absence de mesures préventives – subir une contraction allant jusqu'à 9 %. Pour faire face à ces risques, le Royaume a structuré sa stratégie autour de 5 piliers : collecte et analyse des données sur les risques naturels ; formation de spécialistes ; sensibilisation auprès de la population ; institutionnalisation des protocoles de précaution ; et coordination interministérielle pour une réponse unifiée des ministères. Cette feuille de route souffre néanmoins d'une lacune majeure : aucun plan de financement n'a été présenté à ce stade, ce qui compromet sa mise en œuvre.

Laos

L'AMRO appelle à moderniser le marché de la dette publique

Dans une note publiée le 8 juin 2026, l'ASEAN+3 Macroeconomic Research Office (AMRO) souligne que le développement du marché obligataire domestique constitue une priorité pour renforcer la soutenabilité budgétaire et la résilience financière du Laos. Malgré des progrès récents en matière de stabilisation macroéconomique, le marché obligataire du Laos demeure embryonnaire : l'encours total des obligations, en devises locales et étrangères, ne représentait que 15,7 % du PIB fin 2024, un niveau nettement inférieur à celui observé dans les principales économies de l'ASEAN. Le financement public reste fortement dépendant de l'endettement en devises, alors qu'environ 90 % de la dette publique est libellée en monnaies étrangères, exposant le pays aux fluctuations du kip. L'AMRO relève également plusieurs contraintes structurelles, notamment l'absence de mécanismes de fixation des taux fondés sur le marché, la prédominance de titres papier, une infrastructure de règlement-livraison incomplète et une base d'investisseurs étroite dominée par les banques commerciales. L'organisation recommande de dématérialiser l'ensemble des titres publics, de moderniser les infrastructures de marché, d'élargir la base d'investisseurs institutionnels et d'améliorer la coordination entre les autorités afin de soutenir le développement du financement domestique en monnaie locale et réduire progressivement la dollarisation de l'économie.

Un nouveau cap pour l'intégration économique Laos-Vietnam

Le Laos et le Vietnam ont réaffirmé leur volonté de faire de la coopération économique un pilier central de leur partenariat stratégique à l'occasion de la visite officielle du Premier ministre lao Sonexay Siphandone à Hanoï le 7 juin. Les deux pays se sont fixé pour objectif de porter leurs échanges commerciaux à 10,0 Md USD d'ici 2030, contre 3,0 Md USD en 2025 (+32,7 % sur un an). Pour atteindre cette cible, les autorités entendent accélérer la mise en œuvre de l'accord de coopération bilatérale 2026-2030 et renforcer les investissements, les échanges commerciaux et la connectivité régionale. Les discussions ont notamment porté sur plusieurs projets d'infrastructures structurants, dont l'autoroute Hanoï-Vientiane et la ligne ferroviaire Vung Ang-Vientiane, destinés à améliorer l'accès du Laos aux marchés internationaux et à soutenir son ambition de devenir une plateforme logistique régionale. Les deux gouvernements ont également annoncé un approfondissement de leur coopération dans les domaines de l'agriculture, du numérique, de l'innovation, de l'éducation et de la formation. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte de progression rapide des investissements vietnamiens au Laos, qui ont atteint 582,0 M USD au premier trimestre 2026, portant le stock cumulé à 6,6 Md USD répartis sur 289 projets.

Birmanie

Exportations de gaz vers la Thaïlande : nouvelle baisse au T1 2026

En 2026, les exportations de gaz naturel de Birmanie vers la Thaïlande ont enregistré une baisse en volume de -5 % au T1 2026, s'établissant à 401 M pieds cubes/jour (mmcf), contre 422 mmcf au T1 2025. En valeur, ces exportations représentent 324 M USD. Cette diminution est principalement attribuable à la chute de -13 % de la production du gisement Yadana, tandis que les exportations des autres champs, Yetagun et Zawtika, sont restées globalement inchangées. Ainsi, le déclin structurel des exportations de gaz birmanes vers la Thaïlande se poursuit : elles avaient déjà reculé de -20 % en volume et -17,8% en valeur en 2025. Pour contrer cette baisse, des investissements sont en cours, notamment du thaïlandais PTTEP, qui prévoit 7,8 Md USD en 2025 pour prolonger la durée de vie des gisements existants, tels que Yadana, et développer de nouveaux projets (Aung Sinkha), dont les premières productions sont attendues en 2028. Pour rappel, près de 80 % de la production gazière birmane est destinée à l'export vers la Thaïlande et la Chine.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Marie-Pauline GIRIN ; Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU)

Abonnez-vous : marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr ; donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr